

CONSEIL
DE TUTELLEDistr.
GENERALET/OBS.5/110
20 mars 1957

ORIGINAL : FRANCAIS

PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Observations du Gouvernement français en tant
qu'Autorité chargée de l'administrationNote du Secrétariat : Ces observations ont trait aux pétitions suivantes :

| <u>Section</u> | <u>Pages</u> |
|--|--------------|
| 1. Pétition du Comité de base de l'Union des populations du Cameroun de Mbanga Ville (T/PET.5/529).... | 2 |
| 2. Pétition de M. Bernard Kamto (T/PET.5/789)..... | 2 |
| 3. Pétition de M. Leopold Njapa Kamadjou (T/PET.5/954).. | 2 |
| 4. Pétition de M. Fongué (T/PET.5/957)..... | 3 |
| 5. Pétition de MM. Pascal Wetonde et Fabien Muyadji Katchoua (T/PET.5/960)..... | 3 |
| 6. Pétition des jeunes Kamerunais de Batouri (T/PET.5/986)..... | 3 |
| 7. Pétition non signée des membres du groupement kamerounais, Kassalafam (T/PE.5/R.16)..... | 3 |

1. Pétition du Comité de base de l'Union des populations du Cameroun de Mbanga Ville (T/PET.5/529)

La pétition ci-dessus dénommée appelle les observations suivantes :

1°- Ainsi qu'il a été déjà indiqué, l'Autorité administrante a pris des mesures pour porter remède à la situation créée par la chute des cours mondiaux du cacao et du café : caisse de stabilisation des cours, centres de groupage, intervention des S.A.P., etc. L'allégation selon laquelle le Chef de région du Mungo aurait déclaré que le cours des produits serait fixé par KINGUE Abel à son retour présente un caractère fantaisiste.

2°- Le régime alimentaire des prisonniers est réglementé de façon à garantir aux prisonniers une nourriture saine et suffisante et des commissions de surveillance des prisons veillent à l'application de cette réglementation à Mbanga comme dans le reste du Territoire. Par ailleurs, l'affirmation selon laquelle les prisonniers seraient l'objet de mauvais traitements est une affirmation gratuite et l'on doit constater que le pétitionnaire s'est abstenu de citer des noms à l'appui de ses dires.

3°- Mbanga possède un réseau d'adduction d'eau potable de 7 fontaines destinées à la population sans distinction de race ou de catégories sociales.

4°- Contrairement aux allégations du requérant, la subdivision de Mbanga n'a nullement été négligée par la Puissance administrante. Des améliorations nombreuses et substantielles ont été apportées dont il sera rendu compte dans le rapport annuel 1956.

2. Pétition de M. Bernard Kamto (T/PET.5/789)

Le pétitionnaire qui se déclare "sous maquis" n'a pu être joint pour précision et vérification de ses allégations.

En ce qui concerne les événements de mai 1955, l'Autorité administrante se réfère au rapport de son représentant spécial.

3. Pétition de M. Leopold Njapa Kamadjou (T/PET.5/954)

L'Autorité chargée de l'administration prie le Conseil de tutelle de bien vouloir se reporter aux observations qu'elle a présentées en réponse à la pétition 5/910 relative aux incidents de Bamougoun^{1/}.

Elle déclare à nouveau avec force qu'il n'y a eu ni morts ni blessés et que les allégations des pétitionnaires, fausses et dénuées de tout fondement, relèvent de la plus haute fantaisie.

4. Pétition de M. Fongué (T/PET.5/957)

L'Autorité administrante prie le Conseil de tutelle de bien vouloir se reporter aux observations en réponse à la pétition 5/910 relative aux incidents de Bamougoum^{1/}.

5. Pétition de MM. Pascal Wetonde et Fabien Muyadji Katchoua (T/PET.5/960)

L'Autorité chargée de l'administration n'a pas d'observation à présenter au sujet de cette pétition dont elle ne comprend pas l'objet.

En ce qui concerne les incidents de Bamougoum, le Conseil de tutelle est prié de bien vouloir se reporter aux observations déjà présentées en réponse à la pétition T/PET.5/910^{1/}.

6. Pétition des jeunes Kamerunais de Batouri (T/PET.5/986)

L'Autorité administrante renvoie pour les événements de 1955 et pour sa politique générale aux observations présentées par son représentant devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale.

En ce qui concerne les incidents de Bamengoum, elle se réfère aux observations fournies sur la pétition T/PET.5/910 du 12 juin 1956^{1/}.

7. Pétition non signée des membres du groupement kamerounais, Kassalafam (T/PET.5/R.16)

L'Autorité administrante n'a aucune observation à présenter en réponse à cette pétition, dont elle ne comprend pas l'objet.

^{1/} Note du Secrétariat : voir T/OBS.5/89, section 5.